

Martin F. & R. Larsimont - L'écologie politique depuis l'Amérique Latine

Facundo Martín : Professeur du Département de Géographie de l'Universidad Nacional de Cuyo, Mendoza, Argentine.

Robin Larsimont : Chercheur doctorant en Géographie à l'Universidad de Buenos Aires (UBA) et à l'Instituto de Ciencias Humanas, Sociales y Ambientales (CONICET-INCIHUSA) de Mendoza, Argentine.

Introduction

Cette contribution part du constat qu'un regard rapide sur les fondements des différentes écologies politiques à niveau international semble amplifier la difficulté à définir ce large champ en construction. Sous un même vocable, se trouve des terrains divers et malgré de nombreuses références communes, ces origines différentes semblent avoir généré des approches épistémologiques et ontologiques distinctes. En nous penchant sur la manière dont se construit l'écologie politique DEPUIS l'Amérique latine, nous voulons dans un premier temps, souligner que les diverses perspectives d'une possible « écologie cosmo-politique⁶⁵⁵ » s'enracinent dans ; (1) l'histoire des connections entre disciplines dans différents cadres institutionnels ainsi qu'au travers de la circulation et reproduction des connaissances au sein de certains régionalismes académiques dominants, (2) dans les relations en matière d'environnement entre science, politique et mouvements sociaux, à échelle régionale ou nationale, (3) dans le rôle que joue la mobilité de certaines personnalités d'un monde académique à l'autre et celui des traductions.

Dans un deuxième temps, et à partir de cette toile de fond, nous distinguerons certaines particularités de cette version latino-américaine (à continuation EPlat), en soulignant le caractère explicite de son lieu d'énonciation, les diverses conceptualisations de ses principaux contributeurs et la croissante conflictivité territoriale qui l'alimente.

Régionalismes dominants, diffusion, réception et mobilité

Bien que le dialogue semble petit à petit s'amorcer - comme en témoigne l'initiative de ce colloque - et que les différences tendent à s'estomper avec certaines contributions au caractère englobant ou global⁶⁵⁶, il semblerait encore régner certaines confusions et erreurs de

⁶⁵⁵ Allusion à la proposition originale d'une géographie cosmopolitique de Chartier & Rodary (2007) et en résonances aux considérations d'un cosmopolitisme critique développé par le dialogue entre Walter Mignolo et Boaventura de Sousa Santos. Respectivement; Chartier, D & Rodary, E (2007) Géographie de l'environnement, écologie politique et cosmopolitiques. En *L'Espace Politique*. N°1; Mignolo, W. 2003. *Historias locales/diseños globales: colonialidad, conocimientos subalternos y pensamiento fronterizo*. Madrid, Ediciones Akal; Sousa Santos, B (2010) *Refundación del Estado en América Latina. Perspectivas desde una epistemología del sur*. Buenos Aires, Antropofagia; Santos, B (2002), *La globalización del derecho. Los nuevos caminos de la regulación y la emancipación*, Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, Universidad Nacional de Colombia-ILSA, Bogotá, 2da edición.

⁶⁵⁶ Swyngedouw, E. (2011). ¡La naturaleza no existe! La sostenibilidad como síntoma de una planificación despolitizada. *Urban* n°01 44-66; Peet, R. Robbins, P and M. Watts., eds (2011). *Global Political Ecology*. New York, Routledge. Forsyth, T (2003) *Critical Political Ecology: The Politics of Environmental Science*, London, Routledge.

casting. De quelle écologie politique parle-t-on ? S'agirait-il d'un courant académique critique en matière d'environnement d'un côté, face à un projet politique alternatif de l'autre? Les deux ? Tentons à titre d'introduction et très brièvement de simplifier de façon non exhaustive, les contours et généalogies de trois principales versions, la *political ecology*, l'*écologie politique* et l'*ecología política*.

La *Political Ecology* serait une approche universitaire multidisciplinaire au cœur des études sur l'environnement et le développement, qui s'est développée à partir des années 1970 dans le monde anglo-saxon, principalement dans le cadre d'une tentative depuis la géographie et l'anthropologie de dépasser certaines limites que l'écologie humaine ou culturelle, leur imposait, à savoir : la surévaluation des facteurs écologiques et le caractère trop confiné de l'échelle d'analyse.⁶⁵⁷ La critique se consolida d'abord dans les années 1980 sous une perspective structurelle, entre autres inspirée du marxisme et de la théorie de la dépendance, mais l'aspect quelque peu figé de cette dernière fut plus tard défié sous l'influence du post-structuralisme dans les années 1990. Cette *political ecology* semble avoir aujourd'hui consolidé son objet d'analyse autour de la question des rapports de force en matière de gestion de l'environnement et de production de savoir dans ce domaine, en soulignant particulièrement les dimensions idéelles et discursives du pouvoir.⁶⁵⁸ À ce propos, de récentes publications de géographes francophones⁶⁵⁹, utilisant le terme anglophone de *political ecology* témoignent leur volonté de ne pas confondre cette approche avec l'« écologie politique ».

Cette *Écologie politique*, nettement moins confinée au cadre universitaire, ferait quant à elle plus référence à un type spécifique de politique de l'environnement, à une contribution à un projet politique et social alternatif, voir également pour certains à une sorte d'« humanisme renouvelé »⁶⁶⁰. Les alternatives possibles reflèteraient les arrivées de courses entre lièvres et tortues, en dans lesquelles ces dernières prendraient plus le temps de s'intéresser - sous différents paradigmes - aux sciences, aux natures et aux politiques⁶⁶¹, autrement dits aux causes profondes des problèmes environnementaux.

Quant à l'« *ecología política* », construite principalement autour des travaux de Martínez-Alier, elle ferait référence à l'étude des conflits écologiques distributifs dans une économie, écologiquement chaque fois moins soutenable⁶⁶². Cette variante est particulièrement influencée par l'économie écologique, un courant qui vise le conflit structurel entre l'économie et l'environnement et la « prise

⁶⁵⁷ Benjaminsen, T & Svarstad, H (2009). « Qu'est-ce que la « political ecology » ? » *Natures Sciences Sociétés* 17, 3-11.

⁶⁵⁸ Benjaminsen, T & Svarstad, H (2009) op.cit

⁶⁵⁹ Blanchon, D & Graefe, O. (2012) « La radical political ecology de l'eau à Khartoum. Une approche théorique au-delà de l'étude de cas ». *L'Espace géographique*. Tome 41. 35-50 ; Molle, F (2012) «La gestion de l'eau et les apports d'une approche par la political ecology» in Gautier, D & Benjaminsen A.T (dir.) *L'approche Political Ecology: Pouvoir, savoir, environnement*, pp. 219-240. Paris, Quae.

⁶⁶⁰ Whiteside, K, (2002), *Divided natures*, Cambridge: Massachusetts Institute of Technology, p.3

⁶⁶¹ Allusion à Latour, B (2004). *Politiques de la nature : comment faire entrer les sciences en démocratie*. Paris. La découverte, p.12.

⁶⁶² Martínez Alier, J. (2004) *El ecologismo de los pobres. Conflictos ambientales y lenguajes de valoración*, Barcelona, Icaria/FLACSO, p.322

en compte de la nature non seulement en termes monétaires, sinon et surtout en termes physiques et sociaux »⁶⁶³.

Le résultat de telles différences dans la diffusion des idées, implique que les conversations de communautés linguistiques entières portent souvent sur des caractères distincts. Par ailleurs, il semblerait que la prévalence de certains concepts et modes de raisonnement au sein d'une communauté linguistique pourrait créer une sorte de champ rhétorique qui favoriserait la recherche au sein de certains territoires, tout en laissant d'autres relativement inexplorés.⁶⁶⁴ Mentionnons par exemple cette critique de l'*écologie politique* publiée par une géographe française dans la revue *Hérodote* et qui passe totalement outre les apports accumulés dans ce domaine par les géographes anglo-saxons.⁶⁶⁵ Cet exemple, souligne le rôle que peuvent jouer les diverses traditions ou écoles nationales (de géographie ou autres), mais également l'effet du langage sur la circulation des connaissances⁶⁶⁶ et la reproduction des celles-ci au sein de régionalismes académiques peu empreint au dialogue. Mentionnons cependant le rôle de la diffusion, comme l'un des mécanismes sociaux créés au sein des cultures académiques dominantes et qui opèrent en imposant une vue particulière au reste de la planète, du moins une partie. A ce propos la diffusion de la *political ecology* semble rester confinée dans les réseaux de l'impérialisme scientifique anglo-saxon et son contact avec d'autres versions ne se ferait principalement qu'au travers du filtre des traductions.

Sur base de cette mise en contexte, rappelons que les communautés scientifiques périphériques ont souvent été cataloguées comme étant dépourvues d'autonomie et assiégées selon les époques par différentes forces exogènes, entre autres ; les interventions étatiques, la politisation étudiante, le terrorisme d'Etat ou la dépendance intellectuelle vis-à-vis des modèles étrangers.⁶⁶⁷ Le malaysien Farid Alatas va plus loin, en soulignant que la littérature en sciences sociales et humaines de ces 200 et particulièrement 50 dernières années a déploré l'état de l'art issu du Tiers-monde et que les relations impérialistes du monde des sciences sociales avanceraient en parallèle à celles du monde de l'économie politique internationale.⁶⁶⁸ Nous soulignons ces remarques, car l'écologie politique depuis l'Amérique Latine et que nous présentons à continuation, s'oppose justement à cette géographie dominante de production de connaissance, qui reconnaît une « autorité » à certains lieux privilégiés d'énonciation et relègue à d'autres lieux le rôle d'objets devant être étudiés par des investigateurs compétents. Cette critique concernerait donc également les défenseurs d'une « *Third-world Political ecology* »⁶⁶⁹, peu ouverte à ce qui se dit

⁶⁶³ *Ibid.*, p. 9

⁶⁶⁴ Whiteside, K, op. cit, p.4-5.

⁶⁶⁵ Giblin, B (2001) « De l'écologie à l'écologie politique : l'enjeu du pouvoir De la nécessité de savoir penser l'espace », *Hérodote*, N°100, p. 13-31

⁶⁶⁶ Fall, J.J.; Rosière, S. 2008. Guest Editorial: On the limits of dialogue between Francophone and Anglophone political geography, *Political Geography*, 27 (7), 713-716

⁶⁶⁷ Beigel, F (2012) Centros y periferias en la circulación internacional del conocimiento. En *Nueva Sociedad*. N° 245.

⁶⁶⁸ Alatas, F (2003) Academic Dependency and the Global Division of Labour in the Social Science. En *Current Sociology* 51: 599

⁶⁶⁹ Bryant R. L. y Bailey, S. (1997) *Third World Political Ecology*. New York, Routledge.

depuis le tiers-monde, à l'exception d'auteurs originaires du Sud s'étant formés et écrivant depuis le Nord ou ayant été traduit en anglais.

Penchons-nous brièvement à présent sur le terreau institutionnel et politique sur lequel s'est construite cette version latino-américaine. Bien que la riche tradition intellectuelle du continent remonte au XIXe siècle sous l'égide d'une volonté « d'émancipation mentale » ou de « deuxième indépendance », le processus de consolidation d'un circuit académique régional ne s'est réellement développé qu'au cours de la décennie des années 1950 et 1960⁶⁷⁰. Il en a résulté une expansion de l'autonomie académique dans la plus part des pays (concentrée autour des grands pôles urbains), et une régionalisation de la circulation du savoir au travers de revues, d'associations professionnelles, de congrès, forum et conventions interuniversitaires. Cependant, les coups d'état et autres interventions militaires au cours des années 1970, en considérant l'université comme l'une des principales cibles à discipliner,⁶⁷¹ allaient générer plusieurs vagues d'exiles académiques. Après une difficile reconnexion dans la lancée d'un retour à la démocratie rapidement étouffé par une nouvelle vague, cette fois néolibéraliste, le XXIe siècle a commencé avec une effervescente revitalisation du *latinoamericanisme*.

Quant à notre débat, c'est à ce moment justement que se crée le Grupo de Trabajo de Ecología Política de la CLACSO, coordonné par Hector Alimonda. Bien que ses productions circulent encore de façon marginale dans certains nœuds du système académique mondial, ces « voix du sud » semblent petit à petit gagner en diffusion.⁶⁷² Rappelons à ce propos le rôle que joue la mobilité académique dans le dialogue entre différentes écoles de l'écologie politique. Arturo Escobar, Enrique Leff, Michael Löwy, Martínez-Alier, Anthony Bebbington, Philippe Le Billon, parmi d'autres, sont autant de figures qui permettent de construire les réseaux d'une version cosmo-politique.

L'écologie politique DEPUIS l'Amérique Latine

Depuis la fin des années 1990, se configure en Amérique latine une perspective différenciée pour aborder les relations société-nature. Le caractère différentiel de cette dernière serait précisément la prétention de le faire depuis un « lieu d'énonciation » latino-américain. Ceci implique de reconnaître des cadres théoriques et souvent territoriaux étrangers aux grandes traditions consolidées de la géopolitique de la pensée occidentale. C'est le cas du Programme d'Investigation Modernité/Colonialité (M/C)⁶⁷³, un espace contemporain d'interlocution collective depuis et

⁶⁷⁰ Notamment avec la création de la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) en 1948, de la FLACSO (Faculté latino-américaine de sciences sociales) en 1957 et la CLACSO (Conseil latino-américain de sciences sociales) en 1967.

⁶⁷¹ Beigel, F. op. cit

⁶⁷² Voir par exemple Chartier, D & Löwy, M (2013) L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques. En *Ecologie & Politique*. N°46, p.13-20. Leff, E (2012) Political ecology. A Latin American Perspective, in *Culture, Civilization and Human Society*. Eolss Publishers, Oxford, UK.

⁶⁷³ Voir Escobar, A. (2003) "Mundos y conocimientos de otro modo. El programa de investigación de modernidad/colonialidad latinoamericano" *Tabula Rasa*. Bogotá - Colombia, No.1: 51-86; Mignolo, W. 2003. *Historias locales/diseños globales: colonialidad, conocimientos subalternos y pensamiento fronterizo*. Madrid, Ediciones Akal. p 54.

sur l'Amérique Latine et auquel participent le colombien Arturo Escobar, l'argentin-mexicain Enrique Dussel, le péruvien Aníbal Quijano et l'argentin Walter Mignolo, parmi d'autres. De cette façon, depuis ce lieu d'énonciation se constitue progressivement un positionnement éthique, politique et épistémique autre, se nourrissant de l'expérience moderne/coloniale pour en puiser les conditions favorables à une décolonisation.

L'argument central est que le traumatisme de la conquête et l'intégration dans le système internationale, depuis une position subordonnée, coloniale, incarnant le revers nécessaire et occulté de la modernité, représenteraient la marque d'origine de « *lo latinoamericano* ». Cette ligne d'investigation poursuivrait donc le « tournant décolonial »⁶⁷⁴, en adoptant une épistémologie de frontière afin de rendre compte de certaines contestations ou au contraire, récupérations partielles ou sélectives de la modernité et colonialité. Ceci implique donc de réécrire les narratives de la modernité depuis un autre lieu, en revalorisant les cultures et peuples dominés et l'histoire de leur résistance. C'est au travers de cette voie, que l'EPlat se propose de considérer l'expérience historique de la colonisation européenne comme la rupture d'origine de l'hétérogénéité et ambiguïté particulière des sociétés latino-américaines, et de puiser son potentiel afin de narrer de nouveau leurs histoires depuis la perspective des relations société-nature. Ceci implique donc la construction d'une histoire environnementale de la région, considérée comme la « sœur siamoise » de cette écologie politique.⁶⁷⁵

Par ailleurs, ce pont entre le Programme M/C et l'EPlat s'appuie fermement sur l'échec des promesses et considérations apolitiques⁶⁷⁶ de la modernité à faveur d'un monde soutenable pour la majorité de la population. L'EPlat, en soulignant le caractère civilisateur de la crise environnementale, offrirait certaines pistes pour considérer les dimensions d'une colonialité globale. A ce propos justement, Cajigas-Rotundo puis Hector Alimonda en se référant respectivement à la *biocolonialité du pouvoir* ou à la *colonialité de la nature*, veulent souligner l'existence encore en vigueur d'une matrice de pouvoir colonial sur la nature.⁶⁷⁷ Ces deux notions s'inspirent des travaux du

⁶⁷⁴ Grosfogel, R. y Castro-Gómez, G. (2007) Prólogo. Giro decolonial, teoría crítica y pensamiento heterárquico. En *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémicas más allá del capitalismo global*. Iesco-Pensar-Siglo del hombre editores, Bogotá.

⁶⁷⁵ Alimonda, H. (2006) Una nueva herencia en Comala. Apuntes sobre la ecología política latinoamericana y la tradición marxista. En *publicación: Los tormentos de la materia. Aportes para una ecología política latinoamericana*. Alimonda, Héctor. CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires. P. 94. Soulignons que la majorité des auteurs sont particulièrement sensibles aux travaux d'historiens de l'environnement (Alfred Crosby, Donald Worster, William Cronon,...) et que c'est Guillermo Castro-Herrera qui a particulièrement consolidé le dialogue entre ces deux courants.

⁶⁷⁶ Nous faisons allusions ici particulièrement au paradigme de la "modernisation" souligné dans: Robbins, P. (2004). *Political Ecology*, Oxford, Blackwell

⁶⁷⁷ Cajigas-Rotundo, J. C. (2007), "La biocolonialidad del poder. Amazonía, biodiversidad y ecocapitalismo", en Castro-Gómez, Santiago y Ramón Grosfoguel (eds.), *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá: Iesco-Pensar-Siglo del Hombre Editores. Pp. 169-193; Alimonda, H. (Comp.) (2011) *La naturaleza colonizada. Ecología política de la minería en América Latina*. Buenos Aires. CICCUS-CLACSO.

sociologue Aníbal Quijano⁶⁷⁸, pour qui la colonialité incarne également la matrice de pouvoir articulée à l'idée de race et qui produirait des subjectivités et exercerait un contrôle sur le travail et le territoire. En incarnant donc en termes théoriques le lien de parenté entre l'EPlat et le Programme M/C, ces deux notions permettraient de comprendre la reconfiguration de la colonialité dans sa dimension naturelle au travers de la production de nature(s). Nourrie particulièrement de son contexte historico-géographique, l'EPlat se présente donc comme une construction collective, au sein de laquelle ont conflué, non sans tensions et débats, plusieurs auteurs latino-américains, souvent en dialogue avec des contributeurs d'autres versions (Martinez-Alier, O'Connor, Lipietz). Son objet d'analyse semble cibler l'étude des relations de pouvoir, configurées historiquement et considérées comme médiatrices des relations société-natures. Un tel centre d'attention ne pouvait, comme ailleurs, que déborder des structures disciplinaires, dans le but de produire de nouvelles connaissances. Au-delà d'un nouveau champ disciplinaire, il s'agirait donc plus selon Alimonda « d'une perspective d'analyse critique et d'un espace de confluence, d'interrogations et de rétroalimentations entre différents champs de connaissances [...] »⁶⁷⁹ Pour Enrique Leff, il s'agirait d'un savoir environnemental qui « problématise la connaissance fractionnée en disciplines et l'administration sectorielle du développement afin de constituer un champ de connaissances théoriques et pratiques orienté vers la ré-articulation des relations société-nature »⁶⁸⁰. Ceci implique également de « penser en dehors des tranchées de l'université, depuis des perspectives distinctes et articulant différents savoirs. Autrement dit de tirer parti aussi bien de la fertilité des connaissances scientifiques académiques, que des connaissances populaires non reconnues par la pratique académique⁶⁸¹ ». Soulignons à ce propos que tous ces auteurs, maintiennent un lien étroit et une rétroalimentation avec des mouvements sociaux et communautés locales.⁶⁸²

Ses protagonistes, leurs mots et la conflictivité territoriale environnante

L'anthropologue Arturo Escobar, est sans aucun doute celui qui au sein de cette communauté a été le plus diffusé. Bien que plus connu pour ces apports post-structuralistes à la critique de la modernité et à la notion de « développement », ce dernier soutient que l'écologie politique est « l'étude des multiples articulations entre histoire et biologie, ainsi que des médiations culturelles au travers desquelles ces articulations sont établies⁶⁸³ ». Depuis

⁶⁷⁸ Quijano, A. (2000) Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina, en Lander, E. (ed.), *La Colonialidad del saber: Eurocentrismo y Ciencias Sociales. Perspectivas Latinoamericanas*. pp. 201-245. Caracas: CLACSO

⁶⁷⁹ Alimonda, H. (2005) Paisajes del Volcán de Agua (aproximación a la Ecología Política latinoamericana), en Alimonda, H. y Parreira, C. (orgs.) (2005), *Políticas Públicas Ambientais Latino-americanas*, FLACSO-Brasil, Editorial Abaré, Brasília, pp. 65-80.

⁶⁸⁰ Leff, E. (1994) *Ecología y Capital – Racionalidad ambiental, democracia participativa y desarrollo sustentable*, México, Siglo XXI.

⁶⁸¹ Alimonda, H (2006) op.cit p, 15

⁶⁸² Escobar avec les communautés afro-descendantes du pacifique colombien; Leff avec le mouvement Seringueiro; Alimonda avec certaines communautés en lutte contre l'extractivisme minier,...

⁶⁸³ Escobar, A. (2005), *Depois da Natureza. Passos para uma Ecologia Política Antiessencialista*, en Alimonda, H. y Parreira,

cette perspective, la catégorie de « nature » se pose comme spécifiquement moderne. D'autre part, en soulignant que certaines sociétés ne possèdent pas cette catégorie, il postule la nécessité de problématiser la notion même de nature afin de parvenir à une écologie politique anti-essentialiste.⁶⁸⁴ Cette dernière ferait entre autre ressortir le rôle des nouvelles technologies et techniques de manipulations génétiques génératrices d'une techno-nature, dont l'Amérique Latine serait chaque fois plus victime.

Mentionnons également à Martinez-Alier, qui - bien qu'extérieur - a constitué par sa vision, sa diffusion hispano-lusophone et son engagement intellectuel avec l'Amérique Latine, une autre influence importante. Le continent latino-américain s'est révélé un objet d'étude particulièrement adapté à sa version matérialiste visant l'étude des conflits écologiques distributifs.

Soulignons également une autre tendance, et qui bien que partageant les visions antérieures, a pour principale cible "le politique" proprement dit. Celle-ci, comme le souligne le colombien Germán Palacio doit centrer son étude sur « les relations de pouvoir autour de la nature, ou plus précisément autour des écosystèmes ou des paysages étant donné que ceux-ci semblent se présenter comme les formes contemporaines du discours sur la nature »⁶⁸⁵.

Cette vision centrée sur « le politique » invite à reconsidérer par exemple, l'idée de « distribution » de Martinez-Alier et mettre plutôt en avant celle d'« appropriation ». Celle-ci ferait référence à l'établissement des relations de pouvoir qui permettraient de procéder à l'accès aux ressources par certains acteurs, à la prise de décision quant à leur utilisation et à l'exclusion d'autres acteurs de leurs disponibilités⁶⁸⁶. En d'autres termes, cette appropriation, présentée comme une condition présumée à la production, ferait écho à l'accumulation primitive de Marx et sa version actualisée « d'accumulation par dépossession⁶⁸⁷ ». Historiquement, cette appropriation se référerait donc à une matrice de pouvoir social en vigueur depuis la période coloniale et ayant pour visée centrale l'accès à la terre et son contrôle.

Germán Palacio offre selon nous la meilleure synthèse de cette écologie politique ayant pour pivot « le politique » en la considérant comme ; « un champ de discussion inter et transdisciplinaire qui questionne les relations de pouvoir autour de la nature, en se référant à sa fabrication sociale et à son appropriation et contrôle par différents agents socio-politiques. [...] De ce point de vue, cette écologie politique ne considère pas la politique en se référant seulement aux questions environnementales des politiques gouvernementales sinon de manière plus large, en ciblant les hiérarchies et asymétries de différents champs de relations de pouvoir autour de la nature, que celles-ci soient

C. (orgs.) (2005), *Políticas Públicas Ambientais Latino-americanas*, FLACSO-Brasil, Editorial Abaré, Brasília, p.24.

⁶⁸⁴ Escobar, A. (1999) After Nature: Steps to an Antiessentialist Political Ecology, *Current Anthropology*, 40, 1, February.

⁶⁸⁵ Palacio, G. (2006): "Breve guía de introducción a la Ecología Política (Ecopol): Orígenes, inspiradores aportes y temas de actualidad" en *Revista Gestión y Ambiente*, Universidad Nacional de Colombia, Vol. 9 – No. 3, p.11

⁶⁸⁶ Alimonda, H. (2005) Paisajes del Volcán de Agua (aproximación a la Ecología Política latinoamericana), en Alimonda, H. y Parreira, C. (orgs.) (2005), *Políticas Públicas Ambientais Latino-americanas*, FLACSO-Brasil, Editorial Abaré, Brasília, pp. 65-80.

⁶⁸⁷ Harvey, D. (2004) *El nuevo imperialismo*. Madrid. Ediciones Akal.

de classe, de genre, éthiques ou électorales, mais également locales, régionales, nationales ou internationales [...] »⁶⁸⁸. En d'autres mots, la politisation de la nature se ferait au travers des diverses valorisations de celle-ci et des relations de pouvoir qui les tissent, mais également au travers des processus de « normalisation » des idées, discours, comportements et politiques⁶⁸⁹. Pour cela, l'EPlat se présenterait alors comme « la politique de réappropriation de la nature »⁶⁹⁰ à travers notamment de la déconstruction des discours et concepts théoriques et idéologiques qui ont soutenu et légitimé les actions et processus à l'origine des conflits environnementaux. Nous nous trouvons ici en quelque sorte face à la métaphore de la « hachette » et des « graines » de Paul Robbins⁶⁹¹.

Récemment on assiste à une profusion d'études qui placent l'Amérique Latine au centre de la configuration d'une nouvelle géopolitique agro-énergétique, mais également au centre des alternatives contre-hégémoniques. Mentionnons aussi la préoccupation pour la violente expansion de l'activité minière transnationale dans la région, comme l'illustre bien le dernier livre du groupe de travail d'Alimonda intitulé « *La naturaleza colonizada. Ecología política y minería en América Latina*⁶⁹² ». La richesse de ces contributions réside dans la considération de cette colonisation de la nature au travers des trois principales tendances du champ politico-économique latino-américain auxquelles se réfère Maristella Svampa⁶⁹³: le néo-développementalisme libéral, le progressisme néo-développementaliste et le tournant post-développementaliste. Le « fracking », le « landgrabbing⁶⁹⁴ » ou l'expansion de l'agrobusiness sont autant de préoccupations abordées par cette EPlat, dont le principal soutien est aux luttes de résistance, de ré-existence⁶⁹⁵ et de reconstruction identitaires des populations affectées par ces processus de dépossession.

Afin ne pas conclure...

L'ensemble des travaux auxquelles nous faisons allusion plus haut, rendent compte du haut niveau de conflictivité territoriale en Amérique latine. « Conflits » et « Territoire » seraient précisément deux catégories au cœur de l'émergence et relative consolidation de l'écologie politique latino-américaine. La conflictivité territoriale, autrement dit, le reflet des relations hiérarchiques de pouvoir qui ont articulé historiquement et articulent encore aujourd'hui les relations société-nature dans la région, serait l'origine d'une territorialité conflictuelle. Cette dernière représente le pilier autour duquel se construit l'EPlat, aussi bien en tant que

⁶⁸⁸ Palacio, op.cit p.11

⁶⁸⁹ Leff, E (2006) La ecología política en América Latina. Un campo en construcción. En Alimonda, H (coord.). *Los tormentos de la material. Aportes para una ecología política latinoamericana*. CLACSO. Buenos Aires, p.26

⁶⁹⁰ Leff (2006) op.cit p.32

⁶⁹¹ Robbins, (2004). op.cit, p 12-13.

⁶⁹² Alimonda (2011), op.cit

⁶⁹³ Svampa, M. (2012) Resource Extractivism and Alternatives: Latin American Perspectives on Development. Socioecological Transformations, *JOURNAL FÜR ENTWICKLUNGSPOLITIK*, vol. XXVIII 3:43-73.

⁶⁹⁴ Borras, S; Franco, J.; Kay, C. & Spoor, M. (2011) El acaparamiento de tierras en América Latina y el Caribe visto desde una perspectiva internacional más amplia. Mimeo

⁶⁹⁵ Gonçalves, Carlos Walter Porto (2001) *Geo-grafías. Movimientos sociales, nuevas territorialidades y sustentabilidad. Mexico*. Siglo XXI.

perspective académique que comme contribution à un projet politique contre-hégémonique majeur.

Le chemin est encore long, mais comme dit le refrain il « se construit en marchant ». Il permettra certainement de mieux comprendre les différentes « natures » construites historiquement au sein de ce magma culturel. En insistant donc sur le lien étroit entre cette écologie politique et le contexte historico-géographique de son lieu d'énonciation, notre contribution s'inscrit dans l'initiative encore timide d'une possible version cosmo-politique, riche de ses différences et dont la mise en réseau est en pleine construction. Nous espérons que cette dernière apprendra cependant à « cohabiter dans une Babel de langages différenciés, qui communiquent et s'interprètent, mais ne se traduisent pas en un langage commun unifié⁶⁹⁶ ».

⁶⁹⁶ Leff (2006) op.cit, p.34